

GUERRE DE GAZA - À PROPOS DE QUELQUES ERREURS D'ANALYSE

par DOMINIQUE VIDAL

Il est trop tôt pour tirer les leçons de la tragédie du 7 octobre et du drame qui en a résulté pour les Gazaouis. Après la trêve, ira-t-on vers un cessez-le-feu ou vers une relance de la guerre ? Les historiens sont plus doués pour analyser le passé que pour raconter le présent et *a fortiori* prédire l'avenir. Contentons-nous de déconstruire quelques erreurs d'analyse.

La première porte sur la nature du nouveau gouvernement israélien. Beaucoup d'observateurs ont sous-estimé le changement qualitatif qu'a représenté sa constitution. Selon l'ex-Premier ministre Ehoud Barak, cette coalition est « fasciste ». Outre un Likoud radicalisé (32 députés), allié à deux partis ultra-



orthodoxes (18 députés), elle comprend pour la première fois trois partis suprémacistes, racistes et homophobes (14 députés). Aux dirigeants de ces derniers, Benjamin Netanyahu a offert des ministères essentiels : à Itamar Ben Gvir la Sécurité nationale, à Bezalel Smotrich les Finances et la tutelle sur la Cisjordanie, et à Avi Maoz l'Identité nationale juive...

Bref, cette coalition marque la victoire posthume de Vladimir Zeev Jabotinsky, Meïr Kahane et Baruch Goldstein : ■■■ (Suite en page 3)

DES « RATONNAGES » INSTRUMENTALISÉS PAR L'EXTRÊME DROITE

par PATRICK KAMENKA

L'affaire de Crépol, petit village de la Drôme où, Thomas, un jeune lycéen de 16 ans, a trouvé la mort, poignardé suite à une rixe dans la nuit du 18 au 19 novembre, a été instrumentalisée par des militants d'extrême droite venus « en découdre » avec les jeunes d'un quartier populaire de

Romans-sur-Isère qu'ils accusent d'être à l'origine du drame. Cette « ratonnade », qui ne dit pas son nom, était dirigée par un ancien militaire néonazi. Le groupe de 80 nervis néonazis habillés de noir, cagoulés, qui scandait « la rue, la France, nous appartient », a tenté de pénétrer dans le quartier de la Monnaie à Romans, dont sont issus certains des mis



en cause dans le meurtre du lycéen. Les noms et adresses de ces jeunes de Romans ont été diffusés sur les réseaux sociaux par l'extrême droite avant le déclenchement de l'expédition punitive stoppée par les forces de police qui ont procédé à une vingtaine d'interpellations. ■■■ (Suite en page 5)

Editorial

Duplicité criminelle

par BERNARD FREDERICK

L'armée israélienne a pris le contrôle de la plus grande route gazaouie et a débuté des opérations militaires terrestres à Khan Younès. Les bombardements visent désormais le sud de l'enclave palestinienne, où s'est réfugiée la quasi-totalité de la population.

Ils avaient poussé les populations à quitter le nord de la bande de Gaza au prétexte de les mettre en sécurité dans le Sud. Depuis le 1er décembre les Israéliens ciblent le Nord comme le Sud. Une duplicité criminelle.

Le porte-parole du ministère de la Santé du Hamas, Ashraf al-Qidreh, fait état le mardi 5 décembre de 15 899 morts, « à 70 % des femmes et des mineurs », et de plus de 42 000 blessés, depuis le 7 octobre.

« Je suis arrivée à Gaza, où les souffrances de la population sont intolérables, a écrit sur X, Mirjana Spoljaric, présidente du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Je réitère notre appel urgent pour que les civils soient protégés conformément aux lois de la guerre et que l'aide puisse entrer sans entrave. Les otages doivent être libérés et le CICR autorisé à leur rendre visite en toute sécurité. »

« La destruction totale du Hamas, qu'est-ce que c'est ? s'est interrogé Emmanuel Macron. Est-ce que quelqu'un pense que c'est possible ? Si c'est ça, la guerre durera dix ans et je crois que personne ne sait définir sérieusement cet objectif. Donc il faut que cet objectif soit précisé. »

D'autres, dont l'ONU, appellent à un nouveau cessez-le-feu, à la libération des otages et à des négociations.

Tous ces appels restent sans réponse de la part du gouvernement de Benjamin Netanyahu.

Les violences gagnent de plus en plus la Cisjordanie. Selon un communiqué de la Société palestinienne de secours médical (PMRS), « Israël a tué 1 200 Palestiniens en douze heures le 2 décembre. C'est la période la plus sanglante que nous connaissons, en soixante-quinze ans d'épuration ethnique et de colonisation illégale ».

Pour les Nations unies, pour qu'il y ait génocide il faut démontrer que les auteurs des actes en question ont eu l'intention de détruire physiquement un groupe national, ethnique, racial ou religieux.

Il y a un génocide à Gaza. Sous nos yeux ! ■

05/12/2023

CARNET

COLETTE PROCHOVER



Michèle et Pierre Attar, ses Enfants, Guillemette, Valentin, Clémence, ses petits-enfants, Marc Prevot, son gendre, ont la tristesse de vous faire part du décès de Colette Prochover, survenu le 27 novembre 2023. Les obsèques ont eu lieu le 1er décembre au cimetière de Bagneux. ■

Colette, dont la maman Hélène fut militante de l'UJRE et directrice du Foyer d'enfants d'orphelins et de Fusillés de la CCE du Raincy, y a vécu jusqu'à son

adolescence. Elle deviendra professeur de mathématiques-physique puis principale de son collège. Très cultivée, vivant dans une salle de séjour environnée de livres, qu'elle aimait à faire partager, Colette, femme de conviction et de caractère, était une militante très engagée dans le Groupe Français d'Éducation Nouvelle dont elle sera longtemps trésorière. Nous présentons nos plus affectueuses condoléances à ses enfants Michèle et Pierre, à Marc son gendre, à Guillemette, Valentin et Clémence, ses petits-enfants, à sa famille et à ses proches. ■
Les équipes de l'UJRE et de la PNM.

AVIS DE RECHERCHE



© Kacef

La grand-mère de Caroline Salomovici est présente sur cette photo (la 5^e en partant de la gauche) ; Louba aussi (la 5^e en partant de la droite). Mais qui sont les autres personnes qui les entourent ? Caroline vous remercie d'avance, si vous le savez, de contacter le journal (lapnm@orange.fr). ■

AGENDA DE LA MÉMOIRE

À l'occasion du 82^e anniversaire des premières exécutions massives d'otages en France,

l'Association Nationale des Familles de Fusillés et Massacrés de la Résistance, l'Association du Souvenir des Fusillés du Mont-Valérien et de l'Île-de-France, l'Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé-Aincourt et celle de Caen, l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide, Mémoire des Résistants Juifs de la Main-d'Œuvre Immigrée, avec le concours de la Ville de

HOMMAGE AUX FUSILLÉS DU 15 DÉCEMBRE 1941

Paris, du Musée de la Résistance nationale, du Dictionnaire Maitron des Fusillés de 1940 à 1944 et de la municipalité du 13^e arrondissement de Paris, organisent deux événements commémoratifs à Paris (renseignements et inscriptions : Jean Darracq 06 10 98 84 15 ou sylvie-jean.darracq@wanadoo.fr ou ANFFRMA 9 rue Amédée Picard 94230 Cachan) :

• 07/12/2023 de 9h à 17h (dernière minute, changement de date possible, nous vous confirmerons) : Colloque L'année 1943, la Résistance 1940-1944, à l'Auditorium de la Ville de Paris, 5 rue Lobau, inscription gratuite possible sur place et carte d'identité obligatoire.

Année 1943 : Basculement militaire et Unité de la Résistance

- Panorama de l'année 1943 par Serge Wolikow historien, professeur d'université.
- La répression par déportation par Thomas Fontaine, docteur en histoire, directeur des projets du MRN.

- La répression par fusillades et massacres par Louis Poulhès, agrégé d'histoire.

Années 1940-1944

- Des étrangers dans la Résistance par Denis Peschanski directeur de recherche émérite au Cnrs.

- La Résistance chez Renault par Jean Pierre Raynaud membre de l'Atrice et du bureau de l'Anffmrfa.

- La Résistance dans le 13^e arrondissement par Serge Boucheny ancien député, ancien sénateur.

- 15^e anniversaire du dictionnaire Maitron des massacrés et fusillés par son directeur, Claude Pennefier, historien (Cnrs).

• 14/12/2023 dans le 13^e arrdt.

10h30 Cérémonie patriotique au Monument aux morts, 1 Boulevard Auguste Blanqui (Place d'Italie).

14h00 Conférence La répression suite à l'avis de Von Stülpnagel du 14 décembre 1941 (fusillades d'otages, déportations, amendes) à la mairie du 13^e arrdt., Place d'Italie (Métro Place d'Italie), salle d'attente des mariages (entrée gratuite) :

- Résistance dans le 13^e, Avis du 14 décembre 1941 par Serge Boucheny ancien député, ancien sénateur.

- Les fusillades du 15 décembre 1941 par Jenna Massieux, directrice adjointe du Mémorial du Mont-Valérien.

- Les rafles, le convoi n°1, l'amende par Karen Taieb, directrice des archives du Mémorial de la Shoah.

- La mémoire des fusillés, le Témoin des Martyrs (Aragon) par Louis Poulhès agrégé d'histoire.

• 03/12 : En 1983, quarante ans déjà, la Marche pour l'égalité et contre le racisme, partie de Marseille le 15 octobre, arrivait à Paris. Lire dossier du Musée de l'histoire de l'immigration <https://cutt.ly/9wOPsDBP> ■

• du 7 au 15/12 : C'est Hanoucca, la Fête des Lumières, qui commémore le soulèvement des Maccabées (175 à 140 av. J.-C) pour la restauration du Temple et le miracle de la fiole d'huile. ■

• 09/12 (1942) : 5 000 juifs sont raflés par les nazis à Tunis qui installent des camps de travail en Tunisie. Comment Kais Saïed, président dont l'antisémitisme ne fait plus de doute, commémorera-t-il l'événement ? <https://cutt.ly/JwPabyCm> ■



• Samedi 16 décembre 2023 à 15h. au cimetière du Père-Lachaise

Mémoire des Résistants Juifs de la M.O.I. (MRJ- MOI), Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide (UJRE), Association des Amis de la Commission Centrale de l'Enfance (AACCE) vous prient d'assister à l'hommage qui sera rendu aux 95 otages, parmi lesquels 52 juifs fusillés le 15 décembre 1941, et à tous les résistants juifs victimes du nazisme. ■

au Cimetière du Père Lachaise devant le monument d'hommage aux FTP-MOI.

Rendez-vous à 14h.45 à l'entrée Gambetta (rue des Rondeaux)

• 12/12 (1941) : La majorité des 743 notables juifs français raflés ce jour seront déportés à Auschwitz par le convoi n° 1 du 27/03/1942. Souvenons-nous. ■

• 15/12 (1941) : Fusillade du Mont-Valérien. Exécution de plus de 50 juifs communistes, dont Maurice Bursztyn et Maurice Frydman, rédacteurs de la Naïe Presse (voir ci-contre). ■

• 18/12 : Depuis l'an 2000, c'est la Journée internationale des migrants (voir en page 4 l'article sur les « ratonnades »)... alors que le projet de loi « immigration » revient en discussion le 11/12 devant l'Assemblée nationale. ■

POURIM

Pourim Shpil, kezako ? Vous l'ignorez ? Eh bien, depuis ce 19 novembre où son site a été mis en ligne, Google le sait, lui ! À vos claviers ! Saisissez :

www.pourimshpil.eu et vous aussi vous saurez tout sur les personnages du Livre d'Esther (Assuérus, Vashti, Haman, Esther, Mardochée) et sur les raisons pour lesquelles Esther et Mardochée demandèrent que toutes les générations à venir célèbrent la fête de Pourim, qui rappelle comment les Juifs furent « délivrés de leurs ennemis ». . . Vous apprendrez aussi que le Collectif Pourim Shpil (dont l'UJRE est membre) a déjà permis, en 2016, de faire inscrire cette pratique festive* au Patrimoine Culturel

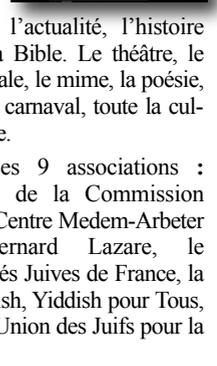
Immatériel en France, inventaire tenu par la Direction générale des patrimoines du ministère de la Culture. C'est ainsi que le Pourim Shpil s'est classé aux côtés des Fêtes de l'ours dans les Pyrénées-Orientales ou des nombreux Carnavals de géants du Nord et du Fest-Noz de Bretagne. . .

Et le combat continue ! Après la mise en ligne du site du Pourim Shpil (à consulter sans modération), l'objectif du collectif demeure son classement par l'Unesco au Patrimoine culturel immatériel de l'humanité**. ■ T.A.

* Le Pourim shpil, littéralement Jeu de Pourim ou Jeu de sorts (יג שפילס די, Di Purim shpil en yiddish), est un ensemble de manifestations festives, populaires, à caractère parodique, autour du

Livre d'Esther et de la fête de Pourim. Tradition carnavalesque juive multiséculaire, le Pourim shpil illustre de façon humoristique, avec des clins d'œil à l'actualité, l'histoire d'Esther racontée dans la Bible. Le théâtre, le cinéma, la comédie musicale, le mime, la poésie, la musique, le masque, le carnaval, toute la culture juive y trouve sa place.

** Projet porté par ces 9 associations : l'Association des Amis de la Commission Centrale de l'Enfance, le Centre Medem-Arbeter Ring, le Cercle Bernard Lazare, le Farband/Union des Sociétés Juives de France, la Maison de la culture yiddish, Yiddish pour Tous, Aki Estamos, Al Syete, l'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide.



LA PRESSE NOUVELLE
Magazine Progressiste Juif fondé en 1934
Éditions :
1934-1993 : quotidienne en yidich, Naïe Presse (clandestine de 1940 à 1944)
1965-1982 : hebdomadaire en français, PNH
depuis 1982 : mensuelle en français, PNM
éditées par l'U.J.R.E.
N° de commission paritaire 062 4 G 89897
Directeur de la publication
Henri Blotnik
Rédacteur en chef
Bernard Frederick
Administration - Abonnements
Secrétaire de rédaction
Tauba Alman
Rédaction - Administration
14, rue de Paradis
75010 PARIS
Tel : 01 47 70 62 1 6
Courriel : lapnm@orange.fr
Site : <http://ujre.fr>
(bulletin d'abonnement téléchargeable)
Tarif d'abonnement
France et Union Européenne :
6 mois 30 euros
1 an 60 euros
Étranger (hors U.E.) 70 euros
IMPRIMERIE AQUARELLE
14 Rue du Ballon 93160 Noisy

BULLETIN D'ABONNEMENT
Je souhaite m'abonner à votre journal "pas comme les autres" magazine progressiste juif.
Je vous adresse ci-joint mes nom, adresse postale, date de naissance, mël et téléphone

PARRAINAGE
(10 € pour 3 mois)

J'OFFRE UN ABONNEMENT À :

Nom et Prénom

Adresse

Téléphone

Courriel

GUERRE DE GAZA - À propos de quelques erreurs d'analyse

par Dominique Vidal

(Suite de la Une)



■ ■ ■ • père du « sionisme révisionniste », Jabotinsky écrivit en 1923 un article prémonitoire, intitulé « Le mur d'acier » : « La colonisation sioniste, même la plus limitée, doit soit s'arrêter, soit s'accomplir au mépris de la volonté de la population indigène, y affirmait-il. C'est pourquoi cette colonisation ne peut se poursuivre et se développer que sous la protection d'une force indépendante de la population locale – un mur d'acier que la population indigène ne puisse percer. » ;

• fondateur de la Ligue de défense juive interdite comme « terroriste » aux États-Unis, Kahane fut, en 1984, élu député à la Knesset, créant un choc tel que pas un député ne restait dans la salle lorsqu'il y intervenait. Itamar Ben Gvir se réclame pourtant de lui ;

• pis : il a eu longtemps sur son bureau la photo de Baruch Goldstein, l'assassin de 29 musulmans en prière au Tombeau des Patriarches d'Hébron, le 25 février 1994.

La deuxième erreur découle de la précédente et concerne les dangers que ce gouvernement faisait courir d'emblée. Netanyahu est en effet l'otage (volontaire) des suprémacistes. D'où un quadruple péril :

• péril pour les Palestiniens, car l'extrême droite entend accélérer la colonisation en vue de l'annexion de la Cisjordanie, dont elle rêve d'expulser les Palestiniens. Et les provocations répétées de Ben Gvir sur l'Esplanade des Mosquées violent le *statu quo* sur Jérusalem ;

• péril aussi pour les Israéliens, car la coalition veut en finir avec le dernier garde-fou de la démocratie – la Cour suprême – en donnant le dernier mot à la Knesset ;

• péril encore car suprémacistes et *haredim* entendent imposer une théocratie, contre une majorité d'Israéliens qui aspire à une certaine laïcité [1] ;

• péril enfin pour le Proche-Orient, car la violence de Tsahal à Gaza et en Cisjordanie pourrait provoquer une Troisième Intifada, voire une opération militaire contre le Hezbollah ou même l'Iran.

La troisième erreur, c'est le « 2 poids 2 mesures ».

On a l'impression d'une perte des repères moraux :

• chez ceux qui, au nom du droit des Palestiniens à la résistance, refusent de caractériser le 7 octobre comme une série de crimes de guerre et contre l'Humanité relevant du terrorisme ;

• et chez ceux qui, au nom du droit d'Israël à se défendre, refusent de caractériser les bombardements sur les Gazaouis comme relevant du terrorisme d'État.

Certes, il n'existe pas, dans le droit international, de définition du terrorisme. Mais on admet qu'il s'agit notamment des attaques contre des civils – israéliens comme palestiniens. Même Emmanuel Macron a rappelé que « la vie d'un civil vaut celle d'un autre civil, quelle que soit sa nationalité. Une vie palestinienne vaut une vie française, qui vaut une vie israélienne ».

Ces crimes salissent l'image des uns comme des autres. Les Palestiniens ont payé longtemps la tragédie des Jeux Olympiques de Munich en 1972 : il en ira de même avec le 7 octobre. Israël a lui aussi payé longtemps les massacres de Sabra et Chatila de 1982 : il en ira de même avec cette cinquième guerre de Gaza. Blocus et bombardements ont déjà entraîné une ter-

rible catastrophe humanitaire, au point que certains en viennent à parler de « guerre génocidaire ».

Personnellement, j'hésite à traiter de ce conflit en recourant à un vocabulaire lié à la Seconde Guerre mondiale. Mais la Convention de

l'ONU et le Statut de Rome définissent le génocide comme « des actes commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel ». Pour mémoire, l'ONU avait qualifié de « génocide » le massacre de 8 000 Musulmans bosniaques par des Serbes de Bosnie à Srebrenica en 1995...

La quatrième erreur touche à la nature du Hamas.

Que ses crimes relèvent du terrorisme ne signifie pas que le mouvement se réduit à cette caractéristique. Ce fut d'abord un mouvement religieux créé en 1987 par les *Frères musulmans* avec l'aide d'Israël, qui cherchait à affaiblir le *Fatah*. Mais, comme dans Frankenstein, la créature a échappé à son créateur. Le mouvement islamiste a accentué son caractère nationaliste et a fini par remporter les élections de 2006. L'année suivante, devant l'embargo imposé par Israël et les Occidentaux, il s'est emparé violemment du pouvoir à Gaza. Les agressions israéliennes – en 2008-2009, 2012, 2014 et 2021 – lui ont permis de s'imposer, malgré sa dictature, face à une *Autorité palestinienne* discréditée par sa collaboration avec Israël, sa corruption et sa répression.

Le Hamas suit une stratégie aussi rationnelle que cruelle. Ainsi l'opération terroriste du 7 octobre avait-elle trois objectifs :

1• traumatiser les Israéliens par l'ampleur et la cruauté de son attaque. Ce faisant, le Hamas ignore la leçon de l'Histoire : au cours des années 1990 et 2000, ses attentats-kamikazes firent basculer une partie de la population israélienne vers la droite ;

2• enfoncer Mahmoud Abbas, l'*Autorité palestinienne* et le *Fatah*. Avant les événements, 67 % des Palestiniens des Territoires occupés déclaraient n'avoir pas ou peu confiance en lui ; dans le dernier sondage, 76 % soutiennent l'« opération militaire » du 7 octobre et 98 % s'en déclarent « fiers » ;

3• bloquer le ralliement de l'Arabie saoudite aux accords d'Abraham. Il y a un an, Mohammed ben Salman assurait : « Si je signais [avec Israël], je serais tué par l'Iran, le Qatar et mon propre peuple. » La dernière enquête d'opinion du CAREP [2] indique que seuls 8 % des opinions arabes acceptent une normalisation avec Israël au détriment des Palestiniens. Depuis, les négociations allaient toutefois bon train. La guerre de Gaza en rend impossible, pour un temps, la conclusion : Riyad les a suspendues.

La cinquième erreur, c'est la comparaison des « surprises » de 2023 et de 1973. S'il s'agit de l'ampleur et de la cruauté de l'attaque, c'est vrai. Mais qui pouvait imaginer que les Palestiniens ne réagiraient pas aux provocations permanentes du gouvernement le plus anti-palestinien de l'histoire d'Israël ? Le choix

par le Hamas du 50^e anniversaire de l'offensive des armées égyptienne et syrienne ne doit rien au hasard. Mais comparaison n'est pas raison : une guerre entre armées n'a rien de commun avec un conflit asymétrique. En revanche, il est vrai que Netanyahu, comme autrefois Golda Meir, n'a pas cru aux avertissements égyptiens. Dans les deux cas, cet aveuglement – ou cette arrogance ? – a eu des conséquences tragiques pour les Israéliens : Tsahal, à l'époque, fut sérieusement bousculée sur le canal de Suez et sur le Golan : cette fois, elle a laissé quasiment sans défense les civils des *kibboutzim* proches de la bande de Gaza. Il y a un demi-siècle, les Israéliens firent bloc autour de leur armée. C'est après la guerre qu'ils se retournèrent contre leur Première ministre, si bien que les élections suivantes virent la droite l'emporter pour la première fois. Aujourd'hui, les deux temps se chevauchent : le soutien à Tsahal va de pair avec la critique de Netanyahu : 86 % des Israéliens (et même 79 % des électeurs de la coalition au pouvoir) le jugent responsable de la catastrophe ; 56 % exigent sa démission. Quant à sa coalition, en cas d'élections législatives anticipées, elle tomberait de 67 sièges à 43 (sur 120). Ce rejet s'enracine évidemment, au-delà de la guerre, dans le mouvement contre la réforme de la justice, qui a vu des centaines de milliers de manifestants descendre toutes les semaines dans les rues. Encore faudrait-il que les gauches – juive et arabe – soient en mesure de proposer une véritable alternative. Du côté palestinien aussi, seule la tenue d'élections démocratiques permettrait d'en finir avec les vieux appareils. À condition que les Israéliens libèrent Marwan Barghouti, personnalité de loin la plus consensuelle. Bref, en dernier ressort, la solution peut venir des sociétés.

Une contradiction originelle du sionisme

Si la tragédie de cet automne marque un « tournant » dans un des derniers conflits de décolonisation, elle s'inscrit aussi dans le contexte de l'impasse du sionisme. En occupant et en colonisant progressivement toute la Palestine, Israël a accru son territoire, mais aussi la population palestinienne qu'il contrôle. Le « Grand Israël » comprend ainsi 7,3 millions d'Arabes et 6,9 millions de Juifs – dont des centaines de milliers installés ailleurs.

Désormais, l'idée d'un « État juif et démocratique » est un oxymore. Soit l'État tient à sa judéité, et il ne peut pas rester démocratique avec une majorité palestinienne. Soit il tient à sa démocratie, et il ne peut plus être juif, pour la même raison. Pour sortir de cette contradiction, Israël n'aurait que deux « solutions » : expulser les Palestiniens comme en 1948 et en 1967, ou parfaire son système d'apartheid dans lequel seuls les Juifs ont tous les droits nationaux, politiques et individuels. Mais de tels choix n'isoleraient-ils pas les dirigeants israéliens ? Que resterait-il de son impunité ?

Il y a vingt-sept ans, à Nazareth, j'interviewais avec Joseph Algazy le grand écrivain palestinien d'Israël, Emile Habibi, auteur des fameuses *Aventures extraordinaires de Saïd le peptimiste* [3]. Il mourut peu après. En guise de testament, il nous livra cette parabole : « Arabes et juifs, nous sommes dans le même bateau. S'il coule, nous coulerons tous. » ■ 25/11/2023

[1] *Confluences Méditerranée* 2021/4, n°119, Israël : contradictions d'une société coloniale, Éd. L'Harmattan, 170 p.

[2] CAREP : Centre Arabe de Recherches et d'Études Politiques.

[3] Éd. Gallimard, Paris, 1987, 208 p.

GAZA : METTRE UN TERME À LA GUERRE

par ISABELLE AVRAN

Après quelques jours de trêve, la libération d'otages israéliens et de prisonniers palestiniens, la guerre a repris à Gaza. Au prix de destructions sans précédent et de milliers de morts. Il est temps d'y mettre un terme.

La trêve aura à peine duré sept jours, du 24 novembre au 1er décembre. Le temps de découvrir l'ampleur de la dévastation, d'enterrer les proches tués durant sept semaines de bombardements incessants par l'armée israélienne, parfois de revenir chez soi le temps de creuser les décombres à la recherche d'un corps, de récupérer quelques affaires, un rien, dans les ruines de ce qui fut sa maison, son immeuble, son quartier, sa vie. Ou de trouver un peu d'eau non polluée ou un peu de nourriture.

Car après l'attaque sanglante et inédite organisée par le Hamas le 7 octobre en territoire israélien depuis la bande de Gaza, attaque au cours de laquelle ont été tuées 1 200 personnes, militaires et civiles, dont des enfants, tandis que quelque 240 autres étaient enlevées, les dirigeants israéliens ont juré d'anéantir le Hamas. Ils avaient pourtant contribué à son développement pour diviser le mouvement national palestinien, affaiblir l'OLP et l'Autorité palestinienne.

C'est en fait toute l'enclave gazaouie et ses 2,3 millions d'habitants qui subissent le feu ininterrompu de la guerre. Si Gaza a déjà enduré ces dernières années plusieurs offensives militaires israéliennes qui ont tué des milliers de civils, le territoire transformé en prison à ciel ouvert par dix-sept ans de blocus terrestre, aérien et maritime, est devenu un vaste cimetière.

Un cimetière à ciel ouvert

« Gaza est devenue un cimetière pour des milliers d'enfants. C'est un véritable enfer pour tous les autres » confirmait dès octobre James Elder, porte-parole de l'Unicef [1]. En moins de deux mois, plus de 15 000 Palestiniens ont été tués. Dont plus de 5 000 enfants. Des centaines d'autres sont ensevelis sous les gravats. Plus d'un million d'enfants sont aussi confrontés à une crise de l'eau. Yoav Gallant, ministre israélien de la Défense, a en effet décrété un blocus total de l'eau potable, de la nourriture, de l'électricité et du fuel dont les hôpitaux ont besoin pour fonctionner. Selon l'Unicef, les décès d'enfants – en particulier de nourrissons – dus à la déshydratation constituent une menace croissante.

Les maladies dues à l'absorption d'eau polluée se multiplient. Les hôpitaux débordent de blessés, des opérations chirurgicales et des césariennes ne se pratiquent plus que sans anesthésie, les médicaments manquent pour soigner les maladies dites « classiques ». Quant aux traumatismes accumulés, « plus de 800 000 enfants de Gaza, soit les trois quarts de la population infantine, avaient été identifiés comme ayant besoin d'un soutien psychosocial et de santé mentale » avant le 7 octobre déjà, rappelle l'Unicef.

« Il n'existe aucun lieu sûr dans la bande de Gaza », témoignent les habitants, quand leurs téléphones fonctionnent. De fait, alors que plus de la moitié de la population a été contrainte de s'exiler vers le Sud, plusieurs camps de réfugiés y ont été bombardés à leur tour, de même que des hôpitaux et des écoles de l'Unrwa (Office de secours des Nations unies pour les réfugiés palestiniens) qui servaient d'abris, mais aussi des ambulances.



Une trêve trop brève

Au cours de la trêve, quelques centaines de camions ont pu apporter des vivres ou de l'eau. « L'aide humanitaire qui rentre à Gaza est une goutte dans l'océan des besoins », a cependant déploré le porte-parole de l'Unrwa à Gaza. Ce court répit aura aussi permis la libération d'otages israéliens et d'autres nationalités détenus par le Hamas – ou le Jihad islamique – dont des enfants, contre celle de prisonniers palestiniens détenus par Israël, principalement des enfants et des femmes.

Mais les forces d'occupation ont arrêté entre le 7 octobre et le 29 novembre en Cisjordanie et à Jérusalem-Est (voir l'entretien avec le porte-parole de l'ONG Addameer dans *Libération* en ligne du 29 novembre) environ 3 300 personnes dont plus de 200 enfants, et plus de 40 journalistes. Plus de 7 000 prisonniers politiques palestiniens sont encore détenus, soumis à des traitements brutaux, dont plus de 2 500 en « détention administrative » c'est-à-dire sans inculpation ni jugement. Six ont été tués, dont quatre arrêtés après le 7 octobre. Plus de 750 000 ont connu la prison depuis 1967 selon les associations palestiniennes de défense des droits.

« Transfert forcé »

Depuis la fin de la trêve, les bombardements ont repris dont sont victimes les civils. Le Hamas de son côté annonce des tirs de roquettes en direction d'Israël. L'armée israélienne a publié le 1er décembre une carte présentant des « zones d'évacuation » obligatoires pour les habitants devant rejoindre des zones dites « sûres ». Pourtant, selon l'ONU, plus d'un tiers des personnes tuées avant la trêve l'avaient été au sud de la limite fixée par l'armée. Plusieurs ONG dénoncent « un transfert forcé de population ».

Les événements en cours depuis le 7 octobre réveillent de part et d'autre des traumatismes collectifs. Le 7 octobre, les dirigeants israéliens ont évoqué des pogroms puis l'ambassadeur auprès de l'ONU a porté une étoile jaune voulant indiquer une continuité historique entre les massacres et le génoc



cide nazi des juifs d'Europe. Dani Dayan, directeur de Yad Vashem, le mémorial du génocide à Jérusalem, a dénoncé ce geste qui déshonore selon lui les victimes du génocide mais aussi l'État d'Israël, alors que l'étoile jaune symbolisait l'impuissance des juifs face à l'extermination par les nazis et leurs collaborateurs. [2]

Pour les Palestiniens, c'est le traumatisme de la Nakba que réactualise ce nouveau transfert de masse. Une « Nakba », ou dépossession, qui n'a jamais réellement cessé, au point que la Cisjordanie et Jérusalem-Est comptent plus de 700 000 colons, en toute illégalité. Et que le gouvernement israélien vient de décider de les doter de milliers d'armes et a opté en novembre pour un budget supplémentaire de 105 millions de dollars pour les colonies. Mais, s'ajoutant aux meurtres et aux expulsions de leurs villages de Palestiniens de Cisjordanie par des milices de colons suprémacistes accompagnés par l'armée, l'ampleur du transfert actuel fait craindre une étape nouvelle dans le processus de dépossession-annexion.

Cessez-le-feu : urgence

Dans un tel contexte, un cessez-le-feu s'impose en urgence. Et l'on en est loin. Comme si seules les armes pouvaient amener la justice, la sécurité, la liberté pour les uns, et la sécurité pour les autres. Benyamin Netanyahu a annoncé une guerre longue. Mis en cause pour n'avoir pas écouté les alertes sur ce qui se préparait et s'est joué le 7 octobre [3], il sait que son avenir ne tient qu'au consensus que peut souder la guerre. Mais il sait aussi qu'éradiquer le Hamas ne relève que du fantasme, tant l'horreur des destructions, des bombardements, des massacres, suscitera la rage, la colère, sinon la volonté de vengeance de nouvelles générations qui n'auront plus rien à perdre.

Nombre de Palestiniens ont dénoncé le meurtre de civils, d'enfants, qu'ils soient Israéliens ou Palestiniens. Mais face à l'hécatombe plus encore, le Hamas représente pour beaucoup une force politique et militaire de résistance, d'autant que l'Autorité nationale palestinienne, qui n'a pu empêcher ni plusieurs guerres ni la construction des colonies, maintient des accords de sécurité avec Tel-Aviv, et que les grandes puissances comme plusieurs États arabes ont cru pouvoir marginaliser ce conflit colonial.

Au-delà des alliés traditionnels de Tel Aviv, plusieurs États, en Europe même, préfèrent évoquer une trêve plutôt qu'un vrai cessez-le-feu. Certains rappellent, après l'avoir oublié, que seule une solution politique permettra enfin la paix. En omettant que les Palestiniens ne sauraient être écartés une nouvelle fois de sa définition dans le respect du droit.

Face à l'impéritie de gouvernements, les sociétés civiles dans le monde entier se mobilisent comme rarement dans l'Histoire. Elles réclament un véritable cessez-le-feu. Et crient aussi « Liberté pour la Palestine ». ■ 02/12/2023

[1] <https://www.unicef.fr/article/gaza-est-devenu-un-cimetiere-pour-des-milliers-denfants>

[2] *The Times of Israel* 22/11/2023

[3] <https://www.nytimes.com/2023/11/30/world/middleeast/israel-hamas-attack-intelligence.html>

DOSSIER MOYEN-ORIENT

FRANCE

LE GOUVERNEMENT ISRAËLIEN MENACE DE COUPER LES VIVRES AU QUOTIDIEN *HAARETZ*

Le gouvernement de Benyamin Netanyahu menace le quotidien israélien *Haaretz* de représailles financières pour faire taire ses critiques contre la politique du Premier ministre et ses alliés d'extrême droite, portant sur la réforme du pouvoir judiciaire, la colonisation en Cisjordanie comme sur son incapacité à prévenir les attaques du *Hamas* du 7 octobre.

C'est le ministre israélien de la Communication, l'ultra-conservateur Shlomo Karhi, membre du *Likoud*, qui a porté l'estocade en accusant *Haaretz* de colporter une « propagande défaitiste et fausse » et de pratiquer dans ses colonnes « l'incitation contre l'État d'Israël pendant la guerre ».

Pour être à ses yeux « le porte-voix des ennemis d'Israël », le ministre a proposé au cabinet de couper les vivres au journal de gauche, mondialement respecté, en suspendant les publicités et abonnements publics. Cette menace contre le *Haaretz*, la première visant un media israélien, a été prise dans le cadre de mesures d'urgence autorisant le gouvernement à interdire provisoirement des organes de presse qui pourraient « menacer la sécurité nationale ».

Le quotidien a dénoncé à longueur de colonnes la politique du pouvoir après les élections de novembre 2022 et les décisions du gouvernement de réforme de la Cour suprême, avant de s'en prendre à l'incapacité du Premier ministre à prévenir les assauts meurtriers du *Hamas*, le 7 octobre, qui ont majoritairement visé la population civile et fait, selon les autorités israéliennes, plus de 1 400 morts et quelques 240 otages.

Côté palestinien, le ministère de la Santé de Gaza a annoncé que, depuis le début de la guerre, 10 328 personnes avaient été tuées dans les bombardements israéliens, en immense majorité des civils.

Dans cette attaque contre la liberté de la presse, le gouvernement a également pris pour cible le journaliste Gideon Levy, qu'il accuse d'avoir publiquement dénoncé la politique de colonisation des terres palestiniennes en Cisjordanie.

Pour l'heure, le journal a décidé d'ignorer les menaces du pouvoir et affirme poursuivre son travail d'information des citoyens israéliens.

Avant de s'en prendre à *Haaretz*, le ministre Karhi avait fait interdire la diffusion de la chaîne de télévision libanaise *Al Mayadeen*, accusée d'atteinte à la sécurité nationale du fait de ses liens supposés avec le *Hezbollah*. Auparavant, il avait tenté en vain de faire suspendre la chaîne qatarie, *Al Jazeera*, se heurtant au refus du gouvernement Netanyahu d'appliquer une telle mesure pour des raisons diplomatiques.

Le Qatar est l'un des principaux acteurs dans le processus de négociation entre Israël et le *Hamas* pour la libération des otages israéliens retenus à Gaza par le groupe islamiste.

Depuis le début du conflit sur Gaza, au moins 51 journalistes palestiniens ont été tués, 4 israéliens et 3 libanais, chiffres auxquels il faut ajouter les blessés et disparus, selon la *Fédération internationale des journalistes* qui compte 600.000 membres sur les cinq continents. Elle s'est dite inquiète de « cette apparente dérive du gouvernement israélien visant à limiter la liberté de la presse, à saper le pluralisme et le droit du public à être informé ».

Le secrétaire général de la FIJ, Anthony Bellanger, s'est déclaré « inquiet » à la suite des menaces pesant sur un media critique. « La FIJ exhorte le gouvernement à revenir sur sa décision et à cesser de menacer la liberté de la presse » en Israël, ajoutant que son organisation exprimait « sa solidarité aux journalistes du *Haaretz* ». ■ PK

28/11/2023

DES « RATONNAGES » INSTRUMENTALISÉS PAR L'EXTRÊME DROITE

par **PATRICK KAMENKA**

■ ■ ■ (Suite de la Une)

Une autre tentative de cette mouvance « accélérationniste » a été effectuée à Rennes en parallèle de celle de la Drôme. Une ex-candidate de *Reconquête*, le parti d'Éric Zemmour, Florence Medina, avait clairement appelé après le drame de Crépol à ces représailles en attisant le feu : « Dans les années 1980, il existait des ratonnades – au risque de choquer, on peut recommencer ».



Marche blanche pour Thomas

Le spécialiste de l'extrême droite, Jean-Yves Camus, dans un entretien à *l'Humanité* (28 novembre) accuse les groupes à l'origine de la tentative de « ratonnade » de vouloir « faire monter la tension sur une base ethno-communautaire entre ceux qui se qualifient de « Français de souche » et les personnes étrangères, avec l'espoir que ça pète un jour ».

À ses yeux, ces « accélérationnistes » de l'ultra-droite « ne craignent pas la guerre civile et la violence, et veulent au contraire s'y précipiter pour en finir avec ce qu'ils appellent le « système » ». Le politiste estime à propos des liens avec le RN et ces groupes que « pour l'instant Marine Le Pen a tout intérêt à mettre de la distance avec elle et ces militants », le RN poursuivant sa stratégie de dédramatisation.

Face aux « ratonnades » de Romans, le président des

Républicains Éric Ciotti s'est refusé à condamner l'expédition punitive, ce qui a fait bondir le sénateur communiste Ian Brossat affirmant : « Refuser de condamner une ratonnade aujourd'hui. Et quoi demain, y participer ? ».

Dans ce climat délétère – montée de l'extrême droite en Europe, incidents anti-migrants à Dublin, tentatives de « ratonnades » en France –, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin souffle sur les braises en s'ingéniant à faire passer coûte que coûte sa loi immigration intitulée « Pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration », avec un risque de l'épénalisation du débat politique sous pression des zélotes de la théorie du « grand remplacement »...

Les débats au Palais du Luxembourg sur cette loi ont donné libre cours à la majorité sénatoriale LR et à leurs alliés pour durcir le texte. Notamment sur la fin de l'aide médicale d'État (AME), la grave atteinte au droit du sol, ou encore les scandaleuses restrictions pour les travailleurs demandeurs d'asile concernant le droit au travail (emplois sous tension). Le projet de loi a été adopté par le Sénat par 210 voix contre 115. Alors qu'a débuté l'examen du projet de loi en commission à l'Assemblée nationale, Gérald Darmanin se montrait confiant après le ralliement à son texte de 17 députés LR, malgré l'opposition de leur parti.

Les ONG et les partis de gauche sont, eux, vent debout contre ce projet de loi immigration. Le PCF a dénoncé : « Les politiques migratoires sont, depuis des décennies, influencées par une idéologie de rejet que l'extrême droite a imposée dans la société française. Les mesures toujours plus répressives envers les migrants sont non seulement désastreuses mais aussi tragiques, comme en Méditerranée, tout comme le nouveau projet de loi Asile et immigration de Darmanin ». ■ 29/11/2023

ET À VOS PLUMES !

Le Comité de défense et de développement du Musée de la Résistance en Drôme et de la Déportation de Romans-sur-Isère **l'affirme** : « **Un musée de la Résistance et Déportation est un pilier du devoir de mémoire** ». Or sous prétexte d'économiser quelques milliers d'euros, la municipalité se basant sur des chiffres erronés persiste à vouloir fermer le musée de la Résistance et de la Déportation.

« Alors que certain(e)s ont donné leurs vies pour notre liberté, ne les enterrons pas une deuxième fois ! » **Pour la Sauvegarde de ce musée, signons largement la pétition :**

<https://www.change.org/p/mairie-de-romans-sur-isere-maintenance-de-notre-musee-de-la-resistance-en-drome-et-de-la-deportation-de-romans-isere>. ■ PNM



Appel de l'UJRE AVEC UN Collectif judéo-PROGRESSISTE, HUMANISTE ET INTERNATIONALISTE



Début novembre, alors que la PNM était déjà sous presse, nous publions sur notre site l'Appel* cosigné par l'UJRE et plusieurs associations progressistes juives d'Amérique latine, partageant la même douleur, les mêmes inquiétudes et les mêmes espoirs.

« En notre qualité d'internationalistes juifs de nationalité argentine, brésilienne, canadienne, chilienne, française et uruguayenne, nous soutenons l'exigence d'un cessez-le-feu immédiat émise par le Conseil de sécurité des Nations Unies, et d'une négociation permanente pour soutenir, surveiller et garantir le retour en vie des civils séquestrés et la fin du siège de Gaza. Nous réitérons notre soutien aux résolutions de l'ONU qui reconnaissent deux États pour deux peuples, jouissant de tous les attributs de la souveraineté dans les limites de la ligne verte de 1967. »

Nos camarades argentins, alors en campagne électorale, redoutaient l'arrivée à la présidence d'Argentine d'un personnage incarnant une extrême droite libertarienne, démagogue et violente, qui fut finalement élu grâce au soutien massif de la droite conservatrice.

Avec nos camarades de l'ICUF, nous reviendrons dans ces colonnes sur cette situation où, comme au Brésil, aux États-Unis d'Amérique et ailleurs, l'extrême droite affiche un soutien total au gouvernement d'extrême droite israélien, tout en cultivant un antisémitisme toujours vif, dans ces terres hospitalières aux transfuges nazis allemands ou fascistes italiens.

Après les derniers résultats électoraux aux Pays-Bas, les ambitions de l'extrême droite en Europe montrent assez que nous devons aussi riposter avec la plus vive détermination. ■ HB

* <https://ujre.fr/le-proche-orient-souffre-et-nous-preoccupe-les-vic-times-sont-des-civils>

BONNES FÊTES



BONNES FÊTES

Manque d'idées pour les cadeaux de fin d'année ? Pour les autres ou soi-même ? Que voir, offrir ou s'offrir ? Voici quelques idées de sorties (cinémas, musées, expositions...) ou de lecture, bien au chaud chez soi (livres, DVD...), vous n'avez que l'embarras... du choix ! ■ PNM

À lire

LES ORIGINES DU PLAN MARSHALL, LE MYTHE DE « L'AIDE » AMÉRICAINE D'ANNIE LACROIX-RIZ

Le 5 juin 1947, à Harvard, le général George C. Marshall, Secrétaire d'État du président Harry Truman, annonce un programme d'aide au développement, officiellement destiné à aider l'Europe, mutilée par la guerre, à se relever. Ce « programme de reconstruction européenne » (*European Recovery Program* ou ERP) a, dans l'Histoire, pris le nom de son auteur : le Plan Marshall.

L'idée courante, répandue à dessein en Europe occidentale, indiquent les éditeurs, est que les subsides du Plan Marshall (1948-1951) « avaient apporté une aide décisive aux « pays bénéficiaires ». Ils auraient seuls sorti l'Europe occidentale de la faim, de la misère, des ruines et permis sa reconstruction. Ils l'auraient aussi protégée de l'Armée rouge de Staline qui corsetait l'Europe orientale ».

L'historienne Annie Lacroix-Riz, se fondant comme elle le fait toujours, sur de nombreuses et essentielles archives, démontre qu'il n'en était rien. En définitive, il s'agissait moins de tendre une main secourable à l'Europe que de mettre en place une hégémonie financière, commerciale, politique et culturelle.

Annie Lacroix-Riz éclaire par exemple les relations particulières que le capital américain entretenait dès l'avant-guerre et même pendant la guerre, avec la finance et l'industrie allemandes. Elle montre comment, avant la chute de Berlin, Américains et Britanniques se sont opposés à la demande soviétique de réparations allemandes alors que le Plan Marshall a justement servi à l'Allemagne de l'Ouest à retrouver toute sa puissance en Europe.

Cette « aide » à l'Europe, en fait, sert les intérêts américains en favorisant les exportations américaines et l'hégémonie du dollar. Et pas seulement. C'est une entreprise coloniale qui va permettre aux Américains de submerger le vieux continent, y compris sa culture.

Les accords Blum-Byrnes (mai 1946), par exemple, avant même le plan Marshall, placèrent la France dans une dépendance totale à l'égard des produits culturels étatsuniens : imposition aux cinémas de projeter une majorité de films américains. Neuf productions d'outre-Atlantique importées sans droits de douane pour 4 françaises seulement ! Nous en payons encore les conséquences. ■ BF

* Éd. Armand Colin, Paris, 2023, 576 p., 29,90 €.



LES ÉTRANGERS DE LA MOI DANS LA RÉSISTANCE DE CLAUDE COLLIN

Claude Collin fait dans ce livre la part belle à la « section juive » (de la MOI) dont il souligne que « *À la veille de la Seconde Guerre mondiale, [elle] est de toute évidence, sinon la plus importante numériquement, du moins la plus dynamique de la MOI* ». Ce constat ne diminue en rien l'importance que l'historien attribue aux autres nationalités comme les Espagnols, les Hongrois, les Italiens ou les Polonais.

L'histoire de ces « étrangers et nos frères pourtant » (Aragon), Claude Collin nous la conte à travers des portraits de femmes et d'hommes engagés dans la Résistance, le plus souvent des communistes ayant dû fuir leur pays d'origine à cause des répressions politiques ou, pour les Juifs, de l'anti-

sémitisme. Beaucoup d'entre eux s'engagent dans la Résistance très tôt. Rappelons que l'organisation juive clandestine *Solidarité* est constituée par la section juive dès l'automne 1940.

Si, en tant qu'étrangers, syndicalistes, engagés politiques, ils étaient directement visés par le régime de Vichy et les Nazis, leur engagement était le résultat d'une lente maturation politique et non pas une manière d'aventure, même pour les Juifs dont le sort était scellé.

Pour tous c'était un choix politique, antifasciste et internationaliste.

■ BF

* Éd. Les Indes savantes, Paris, 2023, 274 p., 27 €.



TOUT LE MONDE N'A PAS LA CHANCE D'AIMER LA CARPE FARCIE DE ÉLISE GOLDBERG

Ce livre là, il se savoure. Enfin écoutez, non, non, mieux : sentez...

« Dans ma famille, il est certains plats qu'on désigne en yiddish, d'autres en français. On dit klops, on dit leykekh. On dit kreplekh, on dit ferfels, on dit knaydlekh. Mais on dit bouillon et non yokh. On dit latkès, on dit tsimmès. Mais on ne dit pas tsibèles mit eyer, on dit œufs aux oignons. On ne dit pas gehakte leybèr, on dit foie haché. On dit tantôt gâteau au fromage, tantôt keyz kikhn. On dit tantôt kroupnik, tantôt soupe d'orge perlé. On dit tantôt galèkh, tantôt fïss, tantôt pied de veau en gelée. On dit kashè, mais on dit orge perlé. On dit langue de bœuf et non tsing, mais on dit pikel (pour désigner les pikèlfaysh) et non ... j'ignore le nom français. On dit kouguel, et non gâteau de nouilles au fromage blanc. On dit gâteau de riz. Mais on dit gefilte fish ».

Élise c'est Alice. Mais elle ne passe pas de l'autre côté du miroir. Elle ouvre la porte du frigo dont elle a hérité de son grand-père quand son zayde est parti pour toujours du côté de Pitchipoi. Alors là, Élise est entrée dans un autre monde. Pas vraiment un monde extraordinaire, quoique, mais un monde d'avant et d'après. D'avant et après le *khurbn*, comme on dit en yiddish. La Shoah quoi.

Élise sait bien que « lorsqu'on brise un objet, si précieux soit-il, on sait déjà qu'on ne retrouvera pas l'intégralité des éclats, qu'on ne recollera pas tous les débris ». Ça ne fait rien. Elle s'évertue à rassembler les morceaux d'une histoire : la sienne, celle de sa famille marquée par le *khurbn* et l'exil.

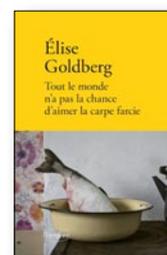
Le zayde a fui Varsovie juste avant que le ghetto n'empêche toute évasion. Il est parti en URSS. S'il n'était peut-être pas communiste, il avait pour les Soviétiques de la sympathie. Il a vécu à Tcheliabinsk, en Sibérie, puis au Kirghizistan, à Kyltovo, république des Komis, dans le Grand Nord. La faim, le froid, mais la vie quand même et loin de Treblinka !

Élise Goldberg – c'est son premier roman si on peut appeler ce bijou un roman – choisit de nous conter cette histoire à travers ce dont elle se souvient de la cuisine yiddish. « Longtemps la cuisine ashkénaze m'a paru ringarde. Peut-être s'y intéresser est-il le signe qu'on l'est devenu soi-même. Ou qu'on a pris un coup de vieux – cet intérêt terreur pour les racines ».

Pourtant : « Compliqué de manger casher... Mais on peut dire drek à la casherout et manger ashkénaze. On raconte qu'une mère juive mettait de la chair à saucisse dans son klops. À la table de mon grand-père, une gorgée de zoyèrmilkh pouvait accompagner le plat de viande bouillie. Le dimanche midi, c'étaient souvent les crevettes, pourtant treyf, qui ouvraient le bal et l'appétit ».

L'histoire d'Élise ressemble beaucoup à des histoires à nous, n'est-ce pas ? Peut-être qu'on n'a pas la chance d'aimer la carpe farcie ou les boulbès. Mais peut-être qu'on les aime quand même. Nou ? ■ BF

* Éd. Verdier, Paris, 2023, 160 p., 18 €



Théâtre LA CHRONIQUE DE KAROLINA WOLFZAHN

JUSTE UN SOUVENIR

Myrriam Boyer est une grande artiste, qui a, dit-elle, traversé les années « avec une petite lumière qui ne m'a jamais quittée », elle, dont l'enfance à La Mulatière, quartier populaire de Lyon, a été digne d'un roman.

« J'allais voir mon père alcoolique dans la roulotte où il habitait. Il m'emmenait dans les bistrot, je montais sur les tables et je chantais, pour le plaisir, pas pour faire la manche. C'était la misère, mais il y avait les chansons. Ma mère, qui vivait à la Croix-Rousse, pensait qu'au fond, mon père était un artiste, que parfois la police emmenait, scandale! »

« La vie était difficile, mais chez ma mère, la radio jouait toute la journée. Mon frère m'apprenait à danser le rock, c'étaient les années 60 ».

Pour aider sa mère, la future comédienne devient dactylo et côtoie le Théâtre de la Croix-Rousse, rencontre Maréchal, Planchon, le Théâtre de Villeurbanne, obtient un premier prix au Conservatoire de Lyon où elle reste un an. À 18 ans, elle épouse Roger Cornillac, « le jour de relâche chez Planchon » et part à Paris.

Foyer de jeunes filles, entrée au conservatoire de la rue Blanche, naissance de Clovis, futur grand comédien ; « je fréquentais le couloir de la honte au studio de la télévision des Buttes-Chaumont, où les assistants choisissaient des comédiens, et j'ai eu la chance de rencontrer Agnès Varda ».

Myriam persévère ; petit à petit elle travaille avec les meilleurs réalisateurs ; pas de commercial (mal

vu) mais du cinéma d'auteur. « Après «Hôtel de la Plage», on m'a proposé des rôles ». Plus tard vient enfin le théâtre, Nanterre, Patrick Chéreau ; elle continue sans jamais se décourager, joue, monte deux fois une maison de production pour lesquelles elle vend son appartement, pour tourner ses films, *La Mère Christain* inspiré par son enfance et *Le Voyage à Paimpol*, avec son deuxième mari, le cinéaste américain John Berry. « Je ne vends pas mes films qui restent ma propriété ».

Elle continue le théâtre, avec les Molières de la comédienne en 1997 pour *Qui a peur de Virginia Woolf* et en 2008, pour *La Vie devant soi* de Romain Gary. Elle accouche d'un fils, Arny Berry, futur comédien metteur en scène. Elle enchaîne les rôles, sans oublier La Mulatière, qui l'inspire dans son travail. Elle a un palmarès impressionnant, sans aucune compromission.

Juste un souvenir est un grand monologue passionné, une déclaration d'amour à la vie. La comédienne y interprète les mots des grands chanteurs, des grands poètes, elle les dit, textes de Cocteau, Vian, Prévert, Carco, ... dont la valeur littéraire traverse le temps, évoque la nostalgie, suscitent l'émotion même chez les jeunes spectateurs qui souvent ont les larmes aux yeux.

Elle a monté ce spectacle avec le metteur en scène Gérard Vantaggioli, à Avignon, quatre semaines avant le festival, dans la salle de l'emblématique Théâtre du Chêne Noir, où elle avait présenté en 2002 un spectacle sur Fréhel et Maurice Chevalier.



Myriam Boyer © Gérard Vantaggioli

Myriam est toujours fascinée par les cabarets, Patachou, Cora Vaucaire... et par la grande Simone Signoret.

Le **Théâtre de Poche** à Montparnasse, lieu intime, chaleureux, où règne la vraie atmosphère du théâtre, où « les acteurs sont aimés et où j'avais joué *«Chère Elena Serguéïévna»* a tout de suite accepté mon spectacle. »

C'est magnifique, avec la voix tendre et émouvante, qui éclaire la profondeur et la qualité des textes, les souvenirs en cascade, la beauté intemporelle des mots, le trésor de la langue française, l'émotion.

Comment ne pas aller voir Myriam. Boyer ? ■

* **Théâtre de Poche Montparnasse**, 75 Bd. du Montparnasse, Paris 6^e, 01 45 44 50 21, jusqu'au 14/01/2024.

Cinéma LA CHRONIQUE DE LAURA LAUFER

SHTTL de Ady Walter

On sent dans *Shttl* un fort désir de redonner vie à un *shtetl* [1], la suppression de la lettre E constituant un hommage au roman de Pérec, *La Disparition*. *Shttl* imagine la vie d'un village, non loin de Kiev, dont les habitants parlent yiddish et ukrainien. Les dialogues ont été appris et répétés durant des mois par des acteurs qui ne parlaient pas yiddish, sauf exception, tel **Moshe Lobel** (Mendele).

Le film a été tourné en longs plans-séquences dont le montage provoque l'illusion réussie d'une prise continue : une performance! La représentation du passé en flash-back de couleur, fait malgré tout figure de style, amoindrie par l'emploi de couleurs diaphanes, peu expressives ; ainsi le surgissement de la mère, près des tombes, manque de force poétique. Ces réserves émises, il faut saluer le parti pris de la continuité qui réussit le pari de l'unité de lieu, de temps et d'action : 24 heures, de la veille de l'opération Barbarossa [2] au matin du 22 juin 1941.

L'action de *Shttl* se fonde sur l'imminence de cet événement et le récit de l'enlèvement d'une promise, à un mariage forcé : Mendele (Moshe Lobel) revient dans son village avec son ami ukrainien Demyan (Petro Ninovsky) pour enlever Yuna (Anisia Stasevich) qui l'aime.

Ady Walter avoue n'avoir jamais été satisfait par les représentations du génocide des Juifs et évite l'obscénité de vision frontale sur la tuerie ; la course de Mendele longeant les murs en parallèle du déploiement des allemands crée une distance de vision. Le débat sur l'écriture « barbare » après

Ausch-witz d'Adorno n'est pas clos et au cinéma, on se souvient de l'accusation d'obscénité lancée par Rivette sur *Kapo* de Pontecorvo. Depuis la minisérie *Holocaust* (1978), qui fit pleurer Margot dans sa chaumière, la question de faire naître une vraie **conscience historique** de la nature politique du nazisme et de la Solution finale se pose, d'autant que médias et société du spectacle préfèrent « divertir » par le choc et l'émotion.

L'amour contrarié par les pères existe dans maints récits classiques juifs. Ainsi *Le Dibbouk*, pièce d'Anski tournée en yiddish en Pologne par Warshawski (1937) ouvrait au fantastique terrifiant. Dans *Fischker der Krumer* le beau film de Edgar G. Ulmer, d'après le récit de Sholem Y. Abramovich, David Opatashu du théâtre yiddish et Helen Beverley y formaient un couple émouvant et magnifique luttant contre les anciens. Ils incarnaient une jeunesse rêvant de modernité et fuyant le monde clos du *shtetl* : un judaïsme obscurantiste et superstitieux.

Shttl d'A. Walter reprend cette querelle de l'ancien et du moderne, de la diversité des chapelles qui s'affrontent au sein du judaïsme, de l'opposition entre laïcs et religieux, prosoviétiques et anti, du judaïsme féministe réclamant l'étude des livres interdits, variante du personnage de *Yentl* d'Isaac Bashevis Singer...

Shttl, plus intéressant qu'émouvant, s'inscrit à sa manière dans un courant du « revival » juif. Une vogue de fictions fondées sur la nostalgie d'un passé juif « mythique » a été lancée par l'industrie du cinéma et de la télévision des États-Unis et

d'Israël : les *Shitsel*, *Unorthodox* (en yiddish), *Shabab-nikim* (en hébreu) et *Zagouri Empire* qui va bientôt venir ici avec ses étudiants en *yeshiva*. Le monde *haredim* et ses variantes s'emparent des écrans !

Des années 1920 à 1940, les cinémas polonais, soviétique et américain ont tourné des films en yiddish. Une culture juive vivante, laïque ou religieuse dont les traces ont pour beaucoup disparu avec le génocide.

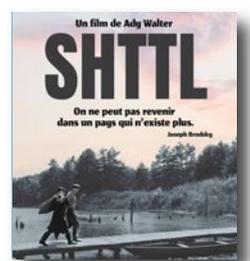
Ady Walter rend hommage au nom de Donskoï, cinéaste juif né à Kiev, qui tint à filmer le ravin de Babi Yar dans *Les insoumis* (1945), mais rend assez caricatural le discours soviétique dans le *shtetl*.

Il a souhaité que le décor de *Shttl*, tourné en Ukraine, serve de musée de la vie juive. Une belle idée. Mais souhaitons aussi que l'Ukraine glorifie moins de « héros » antisémites en leur érigeant des statues. À Kiev, après Maïdan, on débaptisa l'avenue de Moscou qui allait à Babi Yar pour la nommer Stepan Bandera, « a good guy » selon Zelensky.

Reste donc à écrire l'Histoire des Juifs d'Ukraine sans révision. ■

[1] *Shtetl* [yiddish] : petite bourgade juive d'Europe centrale.

[2] **L'opération Barbarossa**, nom de code désignant l'invasion par le III^e Reich de l'Union soviétique pendant la Seconde Guerre mondiale, marque le début de son plus grand théâtre d'opérations sur le front de l'Est.



HISTOIRE

« SALONIQUE, JÉRUSALEM DES BALKANS, 1870-1920 »

Le Musée d'art et d'histoire du Judaïsme* expose, jusqu'au 21 avril 2024, 150 œuvres qui restituent l'histoire de Salonique, la juive, de la seconde moitié du XIXe siècle à la fin de la Première Guerre mondiale.

Ces images sont issues de la donation au musée de Pierre de Gigord, grand collectionneur dévoué à l'histoire de l'Empire ottoman. Ce sont des autochromes, des albums de photographes amateurs, des documents du service photographique de l'armée d'Orient, des cartes postales, brochures et magazines qui racontent la vie de la cité. Hommes et femmes saisis dans leurs costumes traditionnels, modestes artisans, portefaix, commerçants, aux membres de l'« aristocratie » locale – liés à l'Europe par des attaches familiales et commerciales – la société se découvre. ■ PNM

* Hôtel de Saint-Aignan 71 rue du Temple Paris 3^e. Commissariat de l'exposition : Catherine Pinguet et Nicolas Feuillie.



Paul Zepdji Portefaix (Hammals) juifs



Ali Eniss - Débarcadère face à la place de l'Olympe



SALONIQUE. - Marchand israélite.



Ali Eniss - Les quais de la gare de Salonique

Dos yidish vinkl - דאס יידיש ווינקל

Le yiddish et ses berceuses

יידיש? יידיש!

Une voix douce, un rythme lent et répétitif, une formule omniprésente d'endormissement, *ayhulu*, et nous entrons dans cet univers émouvant, sécurisant de la petite enfance où le lien à la *yidische mame* est si fort et rassurant. La berceuse yiddish, comme en toute culture, marque cette habitude humaine de bercer les enfants, en leur murmurant et chantant de tendres paroles. En yiddish, elle se démarque par l'abondance des diminutifs qui rappellent à l'enfant qu'il est le tout petit, protégé par sa *mame*.

*Ikh vel dir zingen a sheyn nigun
Shlof zshe mayn yingele
Dervayl ligstu bay mir in vigele*

Makh tsu dayn eygele

Pourtant, la berceuse yiddish va bien au-delà du seul endormissement. C'est l'occasion de penser à l'éducation de ce petit être en devenir :

Mordechai Gebirtig

A yingele vos hot shoyrn ale tseyndelexh

Muz di mame nokh zingen aylulu

Plus loin :

A yingele vos lernen vet gemore

Lozt gantse nekht di mame nisht tsu ru...

Puis

*A yingele, a kluger khosn-bokher
Zol lign azoy nas vi in a taykh*

Promesse de cadeaux :

Di mame vet koyfn a ferdele sheyns Maman t'achètera un joli petit cheval...

Fin du XIXe siècle, la berceuse devient un genre littéraire et nos écrivains s'en saisissent : la maman, près du berceau, se fera l'écho de tous les malheurs, soucis et tracasseries qui accablent les populations juives d'Europe de l'Est. Pauvreté, souffrance, émigration du père en Amérique...

je vais te chanter une belle mélodie
dors mon petit garçon
pour l'instant, tu es près de moi
dans ton petit berceau
ferme tes petits yeux.

Un petit garçon qui a déjà toutes ses dents
et maman doit encore chanter
« aylulu » ?

Un petit garçon qui apprendra tantôt
la guémara
et ne laisse pas maman tranquille
toute la nuit.

Un petit garçon, déjà presque fiancé
est couché aussi mouillé que dans
une mare.

Cholem Aleikhem :

Bay dayn vigl zitst dayn mame, zingt a lid un veynt, vest amol farshteyn mistome, vos zi hot gemeynt.

Près de ton berceau, maman est assise, te chante une chanson et pleure, un jour tu comprendras peut-être ce qu'étaient ses pensées.

In amerike iz dayn tate dayner, zunenyu, bist a kind nokh, lesate, shlof zshe, shlof lyu lyu lyu.

Ton père, mon fils tout petit, est en Amérique. Tu n'es qu'un enfant pour l'instant, dors, dors donc, *lyu, lyu, lyu*.

Leybu Levin

In shlof iz nishto keyn has, keyn geshpet, in shlof vet dir zayn oykh nisht kalt...
Dans ton sommeil, haine et moqueries disparaissent. Quand tu dors, le froid disparaît aussi...

C'est pourtant aussi le lieu des espoirs de vie meilleure pour l'enfant :

Abraham Goldfaden « Rozhinkes un mandlen »

A soykher vestu zayn un vest oykh fil gelt fardinen.

Tu feras du commerce et gagneras beaucoup d'argent...

Enfin, malgré l'horreur, l'espoir :

Sholem Katscherginsky (berceuse écrite dans le ghetto de Vilnius, a *Ponar-lid*)

Shtiler, kind mayns, veyn nit, oytser,

S'helft nit keyn geveyn.

Shlof zhe, kind mayn, shlof.

Vi di vilye a bafrayte,

Vi di beymer grin banayte,

Laykht balt frayheyts likht

Oyf dayn gezikht

En cette période terrible, tentation de fermer les yeux, dormir *vi a kleyn eyfele*, comme un petit nourrisson...

Lomir zikh trefn in a khoydesh arum oyf undzer yidish-vinkl...

Retrouvons-nous dans un mois dans notre coin yiddish. ■ Regina Fiderer

Chut, mon enfant, ne pleure pas,
mon trésor,

Pleurer ne sert plus à rien

Dors, mon enfant, dors,
Comme la Wilia libérée,
Comme le renouveau des arbres,
C'est la lumière de la liberté
Qui illumine déjà ton visage.